

Cette fois sera-t-elle différente ?

La crise du Covid-19 demande que la Charte européenne des Droits fondamentaux soit maintenant respectée et promue par toutes les institutions de l'UE

Le Covid-19 est une véritable tragédie pour l'Europe. Les retombées économiques transforment déjà les institutions nationales et européennes. Le rétablissement passera par des aides, des plans de sauvetage et d'autres mesures des États membres et de l'UE, et certaines de ces mesures seront nouvelles.

La question est de savoir si, cette fois, l'État et l'UE offriront des aides aux entreprises sans tenir compte des droits humains dans les programmes européens de redressement.

Maintenant que la solidarité même de l'Union est en jeu, les institutions européennes doivent maintenant appliquer la Charte européenne des Droits fondamentaux dans leur cadre de gouvernance économique et de supervision financière. Après tout, la Charte fait partie du droit des traités depuis dix ans.

Le logement est un droit fondamental, duquel dépendent de nombreux autres droits, comme les droits à la santé, à la sécurité, à la vie privée et à la vie familiale, comme l'a si bien démontrée la crise du Covid-19. L'accès à des logements adéquats et abordables, pour tous, devient un véritable test de la pérennité économique, sociale et environnementale de l'Union. Il s'agit d'un problème politique important dans de nombreux États membres. De fait, même avant la pandémie, le logement était devenu dans de nombreuses villes européennes le « pilier bancal » de la stabilité bancaire de l'Union. Ce problème sera exacerbé après le Covid-19.

La réponse institutionnelle européenne après 2009 visant à protéger les banques européennes, les entreprises et d'autres biens, en imposant l'austérité aux États membres périphériques de l'Union, n'a pas du tout respecté ou promu les droits humains et le droit au logement établis dans la Charte de l'UE.

Alors que nous devons encore nous remettre de cette tragédie, il est peut-être temps pour nos institutions européennes de promouvoir les droits humains. L'inaction est devenue impensable pour les citoyens de l'Union. Il est essentiel de maintenir la légitimité de toutes nos institutions européennes pour permettre le rétablissement. À cette fin, il est essentiel de placer l'accent sur le respect des droits humains et du droit au logement.

Ces 3 nouveaux documents d'information (financés par l'Open Society Foundation) fournissent des informations essentielles pour mettre cela en œuvre.

[Téléchargez le résumé et les documents d'information, ou consultez les PDF joints.](#)

[**Pour plus d'informations, veuillez envoyer un courriel à padraic.kenna@nuigalway.ie**](mailto:padraic.kenna@nuigalway.ie)

Dr Padraic Kenna

Centre for Housing Law, Rights and Policy
School of Law, College of Business, Public Policy and Law
National University of Ireland Galway.